

POLITIQUE DE LA VILLE

Le « cri d'alarme » des habitants des quartiers populaires

Julie Clair-Robelet | Documents utiles | France | Publié le 15/01/2019

La Fédération des centres sociaux et socioculturels de France constate, dans un rapport, une augmentation du "sentiment d'abandon" dans les quartiers populaires. Face à la disparition de services publics et de commerces, à des transformations profondes de leurs lieux de vie, les habitants demandent que leur parole "soit véritablement écoutée et prise en compte".



Sentiment de relégation, d'abandon et d'isolement, inaccessibilité des métropoles et donc de l'emploi, désertion des commerces de proximité, des médecins et des services publics... C'est un « cri d'alarme » que relaient la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et Question de Ville, association des directeurs et directrices des centres de ressources politique de la ville.

Dans le quatrième rapport sur l'état des quartiers ^[1], publié le 12 janvier, elles donnent la parole à 250 habitants de treize quartiers populaires, interrogés de janvier à mai 2018 sur l'ensemble du territoire métropolitain. Le constat est sombre et témoigne de « difficultés grandissantes dans les quartiers ». Un sentiment général s'impose : les habitants « sont désespérés, en colère, parfois dans l'impuissance » et les politiques publiques ne parviennent pas à rendre meilleur leur quotidien.

Le bouleversement de la rénovation urbaine

Ainsi, si la rénovation urbaine a permis ces dernières années d'embellir et de désenclaver certains quartiers, elle est souvent mentionnée comme « une brisure irréparable, un bouleversement matériel et psychique ». Ceux qui ont vécu ces évolutions évoquent avant tout « la brutalité du changement, ainsi que son caractère subi ».

Dans ces quartiers marqués par les démolitions de tours et la construction de nouveaux logements, « les dysfonctionnements et les désagréments restent monnaie courante. Les relations interpersonnelles s'estompent

quand elles ne disparaissent pas du fait des relogements et de la méconnaissance de ses nouveaux voisins, voire de la défiance à leur égard ».

Les attentes des habitants sont pourtant bien identifiées : ils souhaitent « le retour des services publics dans les quartiers, des transports, la présence d'éducateurs et d'animateurs pour créer du lien, une qualité d'écoute et de considération ». Ils demandent ainsi « à avoir un peu plus de pouvoir sur ce qui leur arrive, sur ce qui les concerne directement » et appellent à « une vraie concertation avec les services publics pour que ce ne soit pas juste 'tout là-haut que ça se décide' ».

Développer le « pouvoir d'agir » des habitants

Ce rapport invite ainsi à « être attentifs aux temporalités », car « le temps des habitants n'est pas le temps des élus, des techniciens, des associations, des entreprises ». « Si l'on veut 'recoudre' la ville avec humanité, il est plus que temps de reconnaître que la parole des habitants est légitime, au même titre que celles des décideurs et des techniciens », affirment, dans la préface, les deux vice-présidents du Conseil national des villes, Fabienne Keller et Patrick Braouzec.

La Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et Question de Ville estiment pour leur part que « les politiques nationales et locales doivent encore faire preuve d'inventivité et de volontarisme pour rendre ces quartiers plus agréables et mieux vivables ». Elles soulignent cependant que, « qu'elles que soient les déclinaisons des prochains plans nationaux des différents ministères, ou des contrats de ville déployés dans les territoires, il ne fait aucun doute qu'un des manques les plus criants réside dans l'humain ».

Cela passe par « le développement du pouvoir d'agir des habitants », accompagnés par les professionnels de la politique de la ville, qui attendent avec impatience les premiers effets du « changement de méthode et de philosophie » annoncé par le président de la République en mai dernier. [2]

REFERENCES

Lire la synthèse du rapport sur "l'état des quartiers".

POUR ALLER PLUS LOIN

- Les acteurs de la politique de la ville toujours « au combat »
- En 40 ans, la politique de la Ville s'est éloignée de l'humain
- Les quartiers prioritaires de la politique de la ville « jouent le plus souvent un rôle de sas »
- Politique de la ville : le gouvernement précise sa stratégie pour les quartiers prioritaires
- Politique de la ville : les associations d'élus réagissent avec prudence